



Présidentielle

**POUR OLIVIER FAURE,** patron du PS, « la sélection simultanée du candidat et du projet ne favorise pas l'émergence d'un projet commun, condition d'une dynamique victorieuse. »

## LA FIN DE L'INSTINCT PRIMAIRE

**N**on, c'est non ! Dans un drôle de mimétisme, socialistes comme républicains ne veulent plus entendre parler de primaires pour désigner leur candidat à la présidentielle. Olivier Faure l'a affirmé clairement lundi 28 décembre dans *le Parisien* : « *La sélection simultanée du candidat et du projet ne favorise pas l'émergence d'un projet commun, condition d'une dynamique victorieuse.* » Le patron du PS assure en avoir surtout ras-le-bol du « *tout à l'ego* » et de « *ces combats au dernier sang contre ceux qui vous sont les plus proches* ».

Son parti a pourtant fait figure en France de pionnier en la matière. En 2011, la primaire ouverte du PS, imaginée par Arnaud Montebourg, alors secrétaire national du Parti socialiste en charge de la rénovation, et poussée par Terra Nova, avait recueilli un important succès médiatique et surtout populaire. Au second tour, le 28 septembre 2011, 2,9 millions de personnes s'étaient déplacées pour départager François Hollande et Martine Aubry. Une puissante rampe de lancement pour l'ancien président du conseil général de Corrèze, qui avait atterri en douceur à l'Élysée.

Pendant la primaire socialiste, les ténors de l'UMP enrageaient, furieux

de se faire ainsi voler la vedette alors que le quinquennat de Nicolas Sarkozy brillait de ses derniers feux. Et certains ourdissaient déjà leur revanche : une primaire de la droite et du centre, pour désigner le futur adversaire de François Hollande, en 2017. Celle-ci fut un encore plus grand succès : 4,4 millions de personnes mobilisées pour la désignation de François Fillon.

Mais, quatre ans plus tard, à droite, hormis le sénateur Bruno Retailleau, proche de l'ancien Premier ministre, il ne se trouve plus grand monde pour défendre ce système de sélection. Et pas seulement parce que François Fillon, lesté par les affaires, n'a pas pu s'installer à l'Élysée. Non, le mécanisme est désormais jugé coupable de rétracter les partis sur le noyau le plus dur de leur électorat, comme s'en était inquiété François Bayrou auprès de son ami Alain Juppé. Coupable aussi d'accentuer artificiellement les différences entre candidats, jusqu'à en faire des divergences majeures. Se diviser encore ? Un luxe que ni la droite ni la gauche ne peuvent plus se permettre alors qu'elles ont pour premier défi de tenter de rebâtir une cohérence idéologique face à Emmanuel Macron. ■ SOAZIG QUÉMÉNER

### IL A OSÉ LE DIRE

**“Le meilleur moyen de célébrer la nouvelle année est de ne pas la célébrer.”**

Olivier Véran, dans *le Journal du dimanche* du 27 décembre 2020.

## PRENONS-LES AU MOT

### POURQUOI “PROBLÉMATIQUE” POSE PROBLÈME

**C**et adjectif, emprunté au bas latin « *problematicus* », lui-même emprunté au dérivé grec « *problematikos* », signifie « qui pose un problème », « qui est difficile à résoudre ». Le nom commun nous ramène quelques années en arrière, à l'exercice de la dissertation et sa problématique, préalable au débat dialectique. Ce qui est intéressant dans l'acception moderne du terme, c'est que ce mot semble bien davantage fermer le débat que l'ouvrir. Dans sa récente interview donnée à *l'Express*, Emmanuel Macron a fustigé la « *notion très problématique de l'assimilation* ». Au début de décembre, le site 20 Minutes abordait le thème des « *noms de rue jugés problématiques* ». Pour justifier la disparition du mot « *nègres* » dans le titre *Dix Petits Nègres*, roman rebaptisé *Ils étaient dix*, on a parlé à plusieurs reprises de « *mot problématique* », l'adjectif signifiant alors « *qui doit disparaître* ». Parfois, ce sont les personnes elles-mêmes qu'on estime « *problématiques* ». Le site Terrafemina titrait l'année dernière : « *Cancel culture : faut-il boycotter les artistes problématiques ?* », sous-entendant que de tels artistes devaient être réduits au silence. Ce mot qui ouvrait des perspectives fécondes de débat est donc devenu en quelque temps un mot qui valide sa fermeture, nette et définitive. De plus en plus d'intellectuels assument, voire revendiquent ce refus du débat, tandis que des personnalités jugées « *problématiques* » se voient interdire l'entrée des universités où elles étaient précisément invitées pour débattre. Et à cela, les adeptes du « *problématique* » ne semblent voir aucun problème. ■

SAMUEL PIQUET